Après la consultation interne du NPA sur les régionales,le parti est au bord de la crise

Il faut que le CPN du 13/12 prenne une décision qui limite les dégâts dans l'immédiat en resoudant le parti et qu'il convoque le Congrès

Le parti est divisé en trois blocs de taille à peu près comparable : la position A, largement majoritaire au Conseil Politique National (CPN) en novembre (56% des voix) subit un échec cuisant en ne rassemblant que 36,3% des suffrages exprimés ; la position B (rassemblant les courants de gauche du NPA, qui ne représentaient que 19% au dernier CPN) recueille 28,5% des voix ; la position C (comprenant le Courant Convergence & Alternative et une partie de la majorité initiale) 31,5% ; enfin, 4% des participants se sont abstenus ou ont voté contre les trois positions.

D'ores et déjà, la direction du courant Convergence & Alternative annonce dans un communiqué que ses membres passeront outre la volonté de la majorité des militants, exprimée dans le résultat de la consultation interne, en se présentant là où ils le peuvent avec le Front de gauche, sous l'étiquette du NPA. Sous prétexte de « droit à l'expérimentation », cela revient en fait à soutenir des partis qui s'apprêtent à gérer loyalement le capitalisme, en contradiction avec l'orientation du NPA. D'ailleurs, d'autres partisans de la plate-forme C ont condamné, dans un texte public, le communiqué du courant C & A (lancé sans leur demander leur avis et même, selon eux, sans débat au sein de ce courant lui-même !).

Mais **c'est la direction du parti qui porte la responsabilité de la situation très préoccupante dans laquelle nous nous trouvons.** Par son orientation, elle a en effet renforcé C & A et plus généralement la position C. D'une part, en se ralliant à l'idée d'une campagne commune avec le PCF et/ou le PG sur un programme antilibéral adapté aux régions, elle a renforcé l'idée qu'une telle orientation était admissible du point de vue des principes. Dès lors, il n'est pas surprenant que bon nombre de militants aient jugé cohérent d'aller jusqu'au bout de cette démarche, comme le proposait la motion C. D'autre part, en ouvrant la possibilité que le NPA prenne une position différente selon les régions, elle a ouvert la boîte de Pandore de « l'expérimentation » revendiquée par C & A.

De plus, en organisant une simple consultation nationale, équivalente à un référendum déguisé (textes inamendables et interdiction pour les militants de base de proposer d'autres textes), la direction n'a pas permis que se dégage par la discussion une solution réellement démocratique : comme nous l'avions dit, **il aurait fallu organiser une conférence nationale, réunissant des délégués mandatés par les AG, qui seule aurait pu trancher le débat,** avec une véritable « synthèse » majoritaire (que la majorité soit absolue ou relative) et des minorités.

Les conditions fixées par la position A ne sont réunies nulle part pour un accord avec les antilibéraux : il faut que le CPN décide une campagne nationale du NPA sur la base de son programme

Maintenant, les membres du CPN de ce dimanche 13 décembre doivent éviter le pire. Il faut évidemment interdire avec fermeté toute utilisation de l'étiquette du NPA sur des listes du Front de gauche. **Mais il faut aussi que le CPN tire les conséquences de cette fuite en avant du courant C & A, qui ne fait que déployer jusqu'au bout la logique politique de la position C.** Pour les partisans de la position C, en effet, l'unité avec les forces du Front de gauche est un but en soi qui justifierait l'abandon de toute exigence réellement anticapitaliste et l'acceptation que les alliés du PCF et du PG participent aux exécutifs régionaux avec le PS qui mettront pourtant en oeuvre une politique capitaliste, voire « néo-libérale », comme ils le font depuis 5 ans et plus. Or non seulement la position C n'est pas arrivée en tête lors de la consultation interne, mais en outre sa scission entre un bloc qui veut rester loyal au NPA et un autre qui veut carrément faire la campagne du Front de gauche la rend nettement minoritaire ; nul doute en effet que, si le courant C & A avait annoncé avant la consultation sa volonté de se rallier sans conditions au Front de gauche, la position C aurait obtenu beaucoup moins de voix. En ce sens, **les militants qui ont voté pour la position C ont été abusés par une partie de ses auteurs.**

Le texte de la position A, arrivé en tête, se prononce pour que *« le NPA poursuive désormais sa politique de rassemblement dans les régions, dans la continuité de nos propositions nationales ».* Mais il précise : *« Nous considérons que les rapports de force [politiques et sociaux] ne permettent pas de participer à des gouvernements régionaux dont la politique est dominée par le PS et Europe Écologie. »* Or **cette formulation est ambiguë, car on ne sait pas si elle vaut seulement pour les élus du NPA ou aussi pour les élus des forces éventuellement alliées avec lui.** Pour notre part, comme les autres partisans de la position B, nous avons condamné cette formulation, car elle ouvre la possibilité de participer à des exécutifs régionaux. Elle est d'ailleurs contradictoire avec la motion du CPN de septembre qui affirmait qu'un éventuel accord national devait impliquer *« le refus de toute majorité de gestion et par conséquent de participation à tout exécutif de région avec eux [le PS et Europe Ecologie] ».*

Pour que le CPN lève cette ambiguïté et tranche définitivement la position du NPA en évitant le pire, il faut constater que, dans aucune région, aucune force liée au Front de gauche ne s'engagera à ne pas participer à un exécutif qui serait dominé par le PS et/ou Europe Écologie. Or il serait illogique pour les partisans de la position A de valider des alliances régionales sur les bases mêmes qu'ils ont rejetées nationalement. Le CPN doit donc refuser que le NPA se présente au premier tour, dans quelque région que ce soit, avec une force qui ne prendrait pas cet engagement. Il en va de notre crédibilité : si tout le NPA (quelle que soit la motion défendue) est contre la participation à des exécutifs dominés par le PS, alors il est

cohérent qu'il ne se présente pas avec des forces qui seraient prêtes à une telle participation. En effet, cela reviendrait à cautionner par avance une politique contraire à celle pour laquelle ces forces auraient été élues avec nous et nous en serions à juste titre discrédités auprès de nos sympathisants. En ce sens, le CPN doit refuser de valider les projets d'accord passés par le NPA dans certaines régions (Bretagne, Languedoc Roussillon, Champagnes Ardennes, etc.). Car il ne s'agit pas d'avoir quelques élus à tout prix, mais de penser d'abord et avant tout à la nécessité d'un parti réellement anticapitaliste, indépendant des institutions, pour les travailleurs et les jeunes.

Or, si le NPA mène une campagne nationale indépendante des forces du Front de gauche, il n'y a plus aucune (mauvaise) raison qui puisse justifier de quelconques compromis avec elles et notre parti doit défendre fièrement les éléments clés de son propre programme, **tout en ouvrant si possible ses listes à d'autres anticapitalistes, notamment des travailleurs en lutte.** Une telle décision mécontenterait sans doute les droitiers du parti, pour autant qu'ils ne rejoignent pas le Front de gauche ; mais cela permettrait surtout de redonner une dynamique à notre parti, de faire revenir les militants déçus par la dérive opportuniste et électoraliste de la direction et de gagner des travailleurs et les jeunes qui veulent en finir avec le capitalisme, n'ont plus d'illusions envers les réformistes institutionnels du PCF et du PG, mais sont restés jusqu'à présents dubitatifs face à la mollesse et à la confusion du NPA.

Le CPN doit convoquer le congrès pour faire un premier bilan du NPA, clarifier les choix programmatiques et stratégiques et élire une nouvelle direction représentative de la base du parti

Quelle que soit la décision prise par le CPN du 13 décembre, les résultats de la consultation montrent que la direction n'est pas représentative de la réalité du parti. Le CE est d'ailleurs encore moins légitime que le CPN, puisque les partisans de la motion A y détiennent 72% des voix (contre 36,3% dans le parti), ceux de la positon B 14% (contre 28,5%) et ceux de la position C 14% (contre 31,5%). À lui seul, ce fait justifie la convocation d'un congrès qui, après un vrai débat et la constitution officielle de courants, élise une nouvelle direction reflétant fidèlement la base du parti. De plus, les statuts provisoires votés par le congrès de fondation, qui a eu lieu début février 2009, prévoient expressément que le prochain congrès doit se tenir dans les 18 mois suivants ; on entend ici ou là des dirigeants dire qu'il aura lieu en novembre, mais il est clair que la direction ne saurait violer une décision explicite du congrès qui l'a élue et mandatée. Étant donné que les désaccords se sont polarisés sur la question des régionales, il serait logique que le congrès ait lieu juste après celles-ci, en avril, pour en tirer le bilan et rediscuter l'ensemble de la stratégie et des orientations du parti.

Alors que la direction avait annoncé près de 9 200 adhérents au NPA lors du congrès de fondation, moins de 4 500 se sont prononcés, procurations incluses.

Certes, le CE affirme, dans son communiqué du 7 décembre, qu'il y aurait 8 000 adhérents — soit tout de même une baisse de 13% en dix mois. Mais ce chiffre, sans doute très optimiste, inclut des « encartés », plus ou moins anciens, si peu engagés dans la vie du parti qu'ils n'ont même pas participé à la consultation interne, fût-ce en remplissant une procuration ! Bref, le NPA ne compte probablement pas plus de 5 000 militants, soit à peine 25% de plus que l'ex-LCR. Ce fait confirme qu'il est urgent de commencer à tirer un premier bilan du NPA et de comprendre collectivement comment la politique de la direction, mais aussi les ambiguïtés programmatiques et stratégiques du congrès de fondation, sont en train de mener le NPA dans une impasse dramatique, entravant la construction d'un parti anticapitaliste qui soit un véritable outil pour les luttes et permette de reconstruire une représentation politique pour la classe ouvrière.

Pour que le CPN lance immédiatement une vraie campagne contre les licenciements

C'est pourquoi nous appelons le CPN à décider, au-delà de la question des élections, que soit enfin lancée la campagne nationale du NPA contre les licenciements, que cela devienne un **axe central** du journal et des tracts, que des **réunions publiques** soient organisées sur ce thème dans tout le pays, que les centaines de luttes actuellement dispersées soient suivies, soutenues et popularisées, que des **initiatives de convergence** soient prises même à une petite échelle pour commencer.

Pour une grande tendance révolutionnaire dans le NPA et la poursuite des discussions entre les partisans de la position B

Enfin, **nous appelons les partisans de la motion B à rester groupés au-delà de la consultation sur les élections pour constituer un *« bloc des gauches durable »* au sein du NPA, en développant une orientation alternative à celle de la direction actuelle.** Car il est clair que les désaccords mis en évidence à l'occasion de cet épisode relèvent en dernière analyse du débat sur le parti que nous voulons construire. Si l'on veut avancer vers un parti prolétarien anticapitaliste qui soit un véritable outil politique pour les luttes, il faut ouvrir le débat programmatique et stratégique entre les différentes composantes de la motion B, tout en le portant dans l'ensemble du parti. Pour notre part, nous continuerons à défendre dans ce cadre la proposition d'une grande tendance révolutionnaire combattant pour un NPA clairement révolutionnaire.

Dans l'immédiat, **nous proposons aux auteurs et aux partisans de la motion B d'appeler tous les camarades qui ont voté pour elle à se réunir et notamment à une réunion nationale à Paris, qui permette de tirer collectivement le bilan** des débats sur les régionales et de la consultation interne et d'ouvrir sans *a priori* la discussion sur les perspectives.

Tendance CLAIRE, le 10 décembre 2009